



« ***BERCY, MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL*** » ?

C'est par cette belle tournure que Michel SAPIN a qualifié notre ministère lors du comité ministériel du 30 avril qu'il a présidé en personne. Dans la foulée, en ce qui concerne la DGDDI, il a proposé l'ouverture d'un cycle de négociations s'agissant des perspectives d'avenir pour cette direction.

La démarche sera « quadripartite » : Bercy / Fédérations des Finances / organisations syndicales / DG. Une première réunion organisationnelle (méthode et calendrier) devrait se tenir dès le 28 mai.

C'est une ouverture dont nous donnons acte au ministre.

Il était temps que, du côté du ministère, on entende réellement la profonde défiance des agents des Douanes, manifestée notamment lors des journées d'actions des 21 novembre et 20 mars et plus largement par toutes les initiatives conduites pour défendre une autre vision du service public douanier.

Afin d'éviter tout « malentendu » dans les bases de départ, nous tenons d'emblée à lancer l'avertissement suivant : **il est totalement hors de question de laisser revenir par la porte ce que nous sommes en train de chasser par la fenêtre.** A défaut, l'engagement du ministre ne constituerait qu'une manœuvre grossière.

M. Sapin a fort habilement (et assez logiquement dans sa position) énoncé que le projet stratégique n'était pas supprimé, mais qu'il devrait se conformer aux résultats de la négociation ministérielle. Le ministre ne pouvait pas avoir un affichage différent, sauf à ce que la direction actuelle n'ait d'autre choix que de remettre sa démission, après avoir rangé le PSD au fin fond d'une armoire.

Cependant, à notre sens, l'orientation du ministre a deux conséquences logiques :

- s'agissant d'un débat politique mené au niveau ministériel, la copie administrative (PSD dans sa forme actuelle) est de facto gelée et ne constitue donc nullement le préambule à un dialogue social digne de ce nom.
- pour la même raison que ci-dessus, la Direction générale des Douanes ne peut prétendre à diriger les débats et, pour être directs, nous ne l'accepterons que dans un rôle consultatif au côté du ministère. En effet, elle s'est déjà plus que largement exprimée (PSD) et on ne peut pas dire que son projet ait rallié beaucoup de suffrages...

Ne boudons pas notre plaisir : après un an de mobilisation, nous voyons enfin les lignes bouger. Il ne reste plus qu'à souhaiter qu'il ne s'agisse pas là d'une simple porte entrouverte, mais qu'il y ait vraiment quelque chose derrière ladite porte. C'est à cette aune que nous allons mesurer l'engagement du ministère.

Dans l'attente, nous invitons les agents à ne pas baisser la garde et à demeurer fortement mobilisés.

Paris, le 5 mai 2014